Affiché le 20/06/2022



ID: 083-218300507-20220620-22 344-CC

## Mairie de Draguignan



## Département du Var

## **DÉCISION MUNICIPALE N° 2022-344**

<u>OBJET</u>: Signature convention d'occupation de locaux dans des équipements sportifs municipaux consentie à l'association « GENDARMERIE »

Richard STRAMBIO - Maire de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération, conseiller régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-5;

VU la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales;

CONSIDÉRANT que par décision municipale n° 2020-428 du 28 septembre 2020, Monsieur le Maire a été autorisé à signer la convention de mise à disposition d'un équipement sportif, avec l'association « GENDARMERIE» pour la période allant jusqu'au 31 août 2022;

CONSIDÉRANT que cette convention arrive prochainement à échéance ;

CONSIDÉRANT l'accord des deux parties sur son renouvellement;

## DÉCIDE

<u>Article 1<sup>er</sup></u>: La signature d'une convention de mise à disposition à titre précaire et gracieux en faveur de l'association « GENDARMERIE », selon les dispositions de la convention jointe.

Article 2: La convention est conclue pour une durée allant du 1er septembre 2022 au 31 août 2023 puis renouvelée deux fois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder trois ans.

Article 3: Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 4: La présente décision sera inscrite au Registre des décisions municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Draguignan, le

Richard STRAMBIO

Maire de Maguignan Président de DPVa Conseiller Régional